

**Rapports du Président et du  
Conseil d'administration  
au deuxième congrès d'ATTAC-Québec**



**Présentation par Robert Jasmin, président d'ATTAC-Québec**

## **Le chemin parcouru depuis le dernier congrès**

Les tâches à accomplir dans l'année à venir sont tributaires et bénéficiaires des acquis des actions de l'année qui vient de s'écouler. Et tout acquis comportant des forces et des faiblesses, il est important de n'occulter ni les unes, ni les autres.

Peu d'entre nous qui assistions au congrès d'avril 2000-- nous étions 65-- aurions pu à ce moment, imaginer tout le chemin qu'Attac-Québec allait parcourir dans les 18 mois qui suivraient. Deux événements majeurs allaient provoquer un accroissement accéléré de notre visibilité et de notre présence active parmi les principaux acteurs de la lutte contre la mondialisation néolibérale : le Sommet des Amériques de Québec et le Forum Social Mondial de Porto Alegre.

Le Sommet de Québec nous a permis de prendre place parmi les principales organisations qui, tant au niveau québécois que canadien, se sont regroupées dans le but de transformer un système condamné par une partie toujours plus grande de la population. Plus particulièrement, Attac-Québec a assuré une présence active et constante au sein de la coalition régionale OQP-2001 et, sur le plan national, au sein de la Table de Convergence 2001.

Cet événement international majeur a eu pour effet d'éveiller l'intérêt de la population québécoise pour des questions auxquelles les dirigeants politiques n'avaient pas jugé bon de les sensibiliser jusqu'à maintenant. Des membres de Attac-Québec ont su, avec d'autres, combler cette lacune : dans les mois qui ont précédé le Sommet, plusieurs d'entre nous se sont formés pour ensuite devenir formateurs et répondre à une demande populaire qui a parfois dépassé notre capacité de réponse, les médias ayant largement rendu compte de cette opération.

Par ailleurs, tous les groupes que nous avons côtoyés dans l'action, ont pu prendre connaissance, quand ce n'était déjà chose faite, des principaux dossiers portés par Attac, en particulier de celui de la taxe Tobin. L'arrimage entre la critique de la mondialisation néolibérale et les propositions de réforme que nous

avançons est maintenant réalisé, du moins au sein des coalitions.

Cette expérience du travail conjoint constitue un ajout majeur à notre culture politique et il importe de la continuer. Notre mouvement peut tirer profit de l'expérience et des connaissances des autres, comme nous pouvons leur apporter les nôtres. Il va sans dire que cette participation s'étend par le fait même aux débats qui ne manqueront pas de surgir au sein de ces coalitions et de nous permettre d'y défendre nos valeurs.

Sur le plan international, notre présence à Porto Alegre en janvier dernier, nous a permis d'établir des premiers contacts non seulement avec les représentants des différentes délégations d'Attac mais avec ceux d'autres mouvements, particulièrement d'Amérique latine, mais aussi ...du Québec. Ces liens se sont consolidés au Sommet de Québec particulièrement avec les représentants de Attac-France et celle du Costa Rica.

Ces contacts et ces échanges ne pourront qu'augmenter au cours des mois qui viennent. Il importe de leur accorder toute l'attention qu'ils méritent : si les dossiers que nous défendons doivent être défendus d'abord devant notre population et nos gouvernements, ils ne trouveront leur aboutissement que sur la scène internationale où nous travaillons en collaboration avec ces alliés qu'il nous faut connaître.

Ceci étant dit, il ne nous faut aucunement occulter certains débats qui se sont faits jour au gré des événements, au sein et en dehors des coalitions. Si la question de la violence ou de la non-violence demeure posée, ainsi en va-t-il de la stratégie globale d'opposition au néolibéralisme. Il nous faudra, en prenant acte des événements de Québec, de Barcelone et de Gênes, reconsidérer le fait de toujours se mettre à la remorque de l'agenda décidé par nos adversaires, d'y adjoindre ou d'y substituer le nôtre, et enfin de contester l'adversaire suivant des formes qui se ritualisent.

## **Consolider et mettre à profit les acquis**

Si notre association a gagné sa place dans les médias et parmi les autres groupes, elle a largement été dépassée par l'ampleur des tâches qui découlaient naturellement de cette notoriété. Nous avons beaucoup semé et il nous faut maintenant redoubler d'efforts pour récolter. Des espoirs ont été créés, il nous faut nous organiser pour ne pas les décevoir.

Plus précisément, il nous faudra retourner dans les régions visitées dans la foulée du Sommet des Amériques et reprendre contact avec les personnes et les groupes qui ont démontré un intérêt certain et même une volonté de collaborer avec nous. À cette fin, il faudra d'abord mettre en place une structure pouvant accueillir des comités locaux ou régionaux : une participation réelle des adhérentEs ne peut se faire jour qu'au prix d'une certaine autonomie d'action, celle-ci devant, bien sûr, se vivre en harmonie avec les mots d'ordre et le programme national que nous aurons touTEs ensemble élaborés.

Mais toute opération de recrutement de membres et d'expansion du mouvement ne devra pas être considéré que sous le seul angle comptable. Nous ne sommes pas un parti politique à l'affût de votes et de cotisations. Nous devons faire en sorte que la quantité d'adhésions coïncide avec la qualité. TouTEs les adhérentEs à Attac doivent pouvoir compter sur une structure d'accueil leur assurant une formation conforme à l'objectif que nous nous sommes fixé à l'origine, soit celui d'être un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action.

Il faut pouvoir mettre à la disposition de ceux et celles qui entrent à Attac, une boîte à outils capable de leur aider dans leur désir de comprendre pour mieux résister et bâtir. Aux documents sur la mondialisation forts bien faits auxquels nous avons déjà accès, il nous faudra ajouter ceux qui disent mieux et de façon plus complète, la spécificité de notre mouvement. Ce travail de vulgarisation, de diffusion et d'organisation de sessions de formation et/ou d'information, nous permettra de constituer une "armée" capable d'intervenir à tous les niveaux de la vie politique. La crédibilité et la pérennité de notre action dépendent de notre compétence à expliquer les rouages du système en place et les alternatives que nous proposons.

## **Assurer une présence ferme, convaincue, convaincante et ouverte aux autres**

Le groupe Attac n'est dépositaire d'aucune vérité absolue mais nous croyons que nous avons notre part de vérité à présenter à ceux et celles qui nous font confiance. Aux autres, il faut se présenter dans une attitude d'écoute et d'ouverture mais sans éprouver de gêne à l'égard de nos convictions. On ne peut nier que le succès d'Attac au niveau international nous vaut des flèches qui ne proviennent pas que de nos adversaires avoués. Les querelles idéologiques traditionnelles au sein de la constellation de gauche ont commencé à resurgir, ce qui ne peut que confirmer l'ampleur de l'impact de nos prises de positions, sinon leur justesse.

Tout en se montrant ouverts aux critiques, il ne faudrait pas céder au chant des sirènes de ceux et celles qui, faisant fi de tout réalisme socio-politique, nous appelleraient à les rejoindre à l'intérieur de chapelles où une certaine pureté idéologique est élevée au rang de dogme.

Attac-Québec ne doit pas rougir de se situer dans une mouvance nouvelle qui répond à des attentes réelles d'une partie toujours croissante de la population. Le phénomène est généralisé et s'il faut s'en convaincre, nous n'avons qu'à nous référer aux actes du Forum Social Mondial. C'est à Porto Alegre, en janvier dernier, que nous avons pris notre place dans le concert de l'opposition mondiale au néolibéralisme et c'est à Porto Alegre que nous aurons l'occasion, en janvier prochain, de nous inscrire plus à fond et en plus grande compagnie, dans la proposition d'un arsenal de mesures propres à remettre les citoyens au pouvoir.

Mais entre les rendez-vous de Porto Alegre et au-delà de ceux-ci, il nous faudra assurer une présence constante à toutes les rencontres nationales ou internationales auxquelles nous pouvons ajouter notre grain de sel et dont nous pouvons, bien sûr, aussi tirer profit. Il nous faudra participer avec ouverture aux actions prises dans le cadre des différentes coalitions régionales ou nationales mais toujours sans y sacrifier les grands principes que nous défendons et les grands objectifs que nous visons.

Faisons en sorte de ne pas décevoir ceux et celles qui veulent faire de la politique autrement et d'attirer touTEs les militanTEs qui, à l'instar de

ceux et celles qui ont fréquenté l'université d'été d'Attac à Arles, se plaisent à dire que notre mouvement est un lieu de convergence et de résistance. Et, comme l'a précisé l'une d'elles :

"un lieu où il est possible de vivre une autonomie de pensée pour ceux qui n'ont pas envie de solutions toutes faites".



# Rapport du Conseil d'administration

La présente section du rapport a pour objectif de :

- situer notre action dans la conjoncture internationale et nationale ;
- clarifier les orientations de notre travail ;
- fixer les priorités de notre travail ;
- baliser notre consolidation politique, idéologique et organisationnelle.

## Avant-propos

Notre organisation est aussi jeune que modeste. Aussi, son ancrage dans la « conjoncture » est-il peu profond. Nous pouvons néanmoins nous appuyer sur les acquis d'un mouvement international – dont ATTAC – avec lequel nous partageons un certain nombre d'affinités et sur notre lecture des événements qui ont marqué l'actualité depuis notre congrès de fondation en avril 2000.

Pourquoi un tel exercice d'analyse de la part d'une organisation aussi modeste que la nôtre, ayant peu d'expérience et disposant d'un nombre limité d'antennes ? Parce que notre action, qu'on le veuille ou non, s'appuie sur une vision du monde. Il convient donc de rendre cette vision du monde la plus explicite possible de manière à donner plus de cohérence à notre travail, à approfondir les débats et les analyses, à doter nos membres d'un point de vue d'ensemble sur notre travail et à nous conférer les moyens d'exercer une direction politique unifiée sur les dossiers sur lesquels nous entendons centrer notre action.

ATTAC-Québec se définit comme une « organisation citoyenne d'éducation populaire centrée sur l'action ». Déjà là c'est tout un programme. Il convient donc de prendre toute la mesure de cette « vocation ». Il importe aussi de définir nos objectifs, nos moyens d'action, nos alliances et la détermination de nos cibles en fonction d'une bonne compréhension non seulement des enjeux stratégiques et tactiques mais aussi d'une analyse concrète et réaliste des rapports de force qui se déploient à travers le monde, au Canada et dans chacune des localités où nous intervenons.

C'est à cet exercice, certes difficile, mais nécessaire, que vous convie ce rapport. Notre seul souhait c'est non pas qu'il fasse l'unanimité ou soit adopté par les congressistes mais qu'il suscite les débats que le développement de notre travail requiert et qu'il serve à jeter des bases solides à la mobilisation de nos membres et sympathisants.

***Notons que le rapport sera soumis pour adoption au Congrès. Pour faciliter le débat, il sera découpé en « thèses » qui constitueront autant de propositions. Les paragraphes ou passages en rouge et(ou) en italique sont autant de « propositions » sur lesquelles les congressistes seront appelés à voter. Il vous appartient bien sûr d'en proposer d'autres, de nuancer celles du texte, voire de s'opposer aux thèses présentées. Le débat n'en sera que plus riche.***

## Conjoncture nouvelle ou poursuite des mêmes politiques ?

### Les attaques terroristes du 11 septembre<sup>1</sup>

Ce jour-là, on a eu l'impression que le monde avait basculé. Le terrorisme venait de faire un bond « qualitatif ». Il prenait pour cible non seulement des civils en territoire américain, mais il mettait en œuvre des moyens nouveaux à une échelle jamais vue. Le nombre élevé des victimes, l'ampleur des dégâts, les répercussions économiques et, surtout peut-être, la nature horriblement criminelle de cette action ont en effet « changé la donne ». Avec les appels à la guerre inlassablement répétés par la classe politique américaine et bêtement repris par les médias et, sous l'effet de la colère et de l'indignation, par une partie de l'opinion publique aux USA, nous avons tous sans doute l'impression d'assister aux premiers moments d'un conflit d'envergure mondiale. À la barbarie de cette attaque allait succéder une barbarie à une échelle encore plus grande au prétexte d'une « guerre » au terrorisme et aux États qui « l'hébergent ». La situation géopolitique se complexifie et les enjeux de la moindre décision visant la soi-disant répression du terrorisme peuvent être tragiques. Dans un article qu'il publiait en 1997 dans *Le Monde diplomatique*, le sous-commandant Marcos analysait la situation internationale pour en arriver à la conclusion que la 4<sup>e</sup> Guerre mondiale avait déjà commencé<sup>2</sup>. Les récents événements n'en seraient-il qu'un sanglant épisode ?

Il n'appartient pas à ATTAC-Québec de se lancer dans une savante analyse géopolitique. D'autres organisations le feront assurément mieux que nous. Nous devons toutefois tenir compte de ces événements et de la nouvelle conjoncture qu'ils déterminent pour orienter notre action sans pour autant dévier de notre vocation première. Quels sont donc les nouveaux éléments de la conjoncture pouvant avoir des incidences directes sur notre travail ? Nous pouvons d'ores et déjà déceler les suivants :

- L'hégémonisme américain s'affirmera encore plus. Déjà forteresse du néolibéralisme – avec l'Angleterre – les USA profiteront sans doute de la nouvelle conjoncture pour étendre encore plus leurs visées hégémoniques, tant sur les plans militaire que commercial et financier. D'ailleurs, pour plusieurs responsables politiques américains les leçons de Clausewitz ne sont pas loin : le secrétaire au Commerce a demandé au Congrès d'accorder le « fast track » au Président en matière de négociations commerciales (pour la ZLÉA entre autres) en raison justement de la conjoncture créée les attaques terroristes. Qui en effet oserait mettre en doute que la libéralisation de l'investissement est une arme redoutable contre le terrorisme ? Cela n'ira sans doute pas sans résistance de la part des autres pays, dont en premier lieu l'Europe et la Chine. Nous devons tenir compte à la fois des prétentions américaines et des résistances des autres pays dans notre travail concernant la ZLÉA et les paradis fiscaux en particulier. Nous devrions tenter de forger des alliances non seulement avec des organisations la société civile mais peut-être même avec certains États dans le cadre de ces luttes.
- Il est à prévoir que la tendance à la criminalisation de la contestation de l'ordre libéral ira en s'approfondissant. Plusieurs gouvernements, dont celui des États-Unis, du Canada, et de certains pays d'Europe, n'hésiteront pas à réprimer de plus en plus durement les moindres mouvements de contestation. Déjà, des représentants de la droite ont commencé à faire des amalgames douteux – cultivant ainsi la peur des populations – entre le terrorisme et le mouvement de révolte contre le capitalisme sauvage<sup>3</sup>. Il suffisait

<sup>1</sup> Voir le communiqué d'ATTAC-Québec intitulé « Repenser le monde »

<sup>2</sup> « La quatrième guerre mondiale a commencé », *Le Monde diplomatique*, août 1997.

<sup>3</sup> Le Parlement européen sera bientôt saisi d'un projet de loi qui confond terrorisme et contestation politique. Voici ce qu'en dit la Présidente du syndicat de la magistrature française : « Selon la nouvelle définition européenne, "tout acte qui vise à menacer, à porter gravement atteinte ou à détruire les structures politiques, économiques ou sociales d'un pays" sera considéré comme de nature terroriste et "passible de deux à vingt ans de prison". Cette définition extrêmement floue pourrait s'appliquer à de très

de lire le *National Post* au lendemain des attaques du 11 septembre pour se convaincre que pour eux la lutte contre le terrorisme est une lutte pour la sauvegarde du capitalisme. Le terreau est actuellement fertile pour de telles confusions et une telle propagande. Idéologiquement, il est à prévoir que notre travail sera plus difficile. Aux plans organisationnel et politique, nous pouvons craindre une multiplication des tentatives d'isolement d'organisations comme la nôtre. Un autre scénario est également possible : diviser le mouvement d'opposition entre les « modérés » d'une part et les plus « radicaux » d'autre part. Après les événements de Gênes – dont la responsabilité repose sur les forces de l'ordre et des agents provocateurs – plusieurs organisations ont déclaré prendre leurs distances et se questionner sur leur participation à des manifestations ultérieures.

- On peut penser que nous assisterons à une certaine décimation des rangs au sein du mouvement d'opposition à la « globalisation » néolibérale. En effet, et on le perçoit déjà, une part importante de la jeunesse qui avait grossi les rangs du mouvement antimondialisation a maintenant élargi et radicalisé ses perspectives. Se dessine déjà parmi ses éléments une tendance à développer un mouvement d'opposition à la guerre, tendance tout à fait légitime, mais qui aura pour résultat de « voler » des troupes au large mouvement d'opposition à l'ordre libéral. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas convergence, mais il faut aussi être réaliste : la multiplicité des causes aura pour effet « d'éparpiller » les efforts et les forces. Cela n'est pas négatif en soi : il convient toutefois de constater le phénomène et de voir comment nous pouvons réagir pour en tirer parti. ATTAC-Québec est une organisation dont la vocation est très spécifique. Si nous nous référons à notre plate-forme et aux résolutions adoptées lors de notre Congrès de fondation, nous devons concentrer nos énergies sur les problèmes de régulation des marchés financiers, contre la criminalité financière et la spéculation. Cela, par contre, ne nous interdit pas d'intervenir dans la conjoncture politique actuelle : en fait, nous en avons le devoir. **Il nous appartient en effet de démontrer qu'un monde sans loi dans le domaine financier<sup>4</sup> (secret bancaire, paradis fiscaux, évasion fiscale, blanchiment d'argent lié au trafic d'armes et de drogues, etc.) ne peut que mener à la barbarie, à la déliquescence des états les plus fragiles et ainsi favoriser l'émergence de « nébuleuses terroristes ». Si nous devons intervenir dans la lutte contre les velléités guerrières des USA et d'autres, c'est par ce biais que nous devons le faire.** Ce sera notre contribution, modeste peut-être, mais qu'il nous appartient de bien faire sentir.
- Il est également à prévoir que les grandes mobilisations autour des thèmes qui ont fait le succès de Seattle, de Québec, de Nice, etc. seront plus difficiles à reproduire dans les prochains mois. Outre les raisons déjà invoquées (criminalisation du mouvement, offensive de propagande, orientation vers le développement d'un mouvement anti-guerre), on peut s'attendre à ce que l'attention des médias soit essentiellement tournée vers la lutte contre le terrorisme. L'impact des grandes mobilisations – si elles sont encore possibles – sera donc moindre. Il n'est pas non plus interdit de penser que les récents événements, en plus de créer une certaine confusion idéologique, risquent d'en décourager plusieurs et les amener à penser que « non, décidément, nous sommes impuissants à endiguer la folie des États et des hommes. » Jusqu'à maintenant, la

nombreuses activités politiques dissidentes ou contestataires. » Voir son article dans *Libération* : <http://www.liberation.com/quotidien/debats/octobre01/20011002d.html>

<sup>4</sup> Le milieu des affaires a récemment sommé le Président Bush de ne pas trop en faire contre les paradis fiscaux : il convient en effet de ne pas nuire au bon climat des affaires et à leurs intérêts.

<sup>5</sup> Dans une entrevue largement diffusée aux États-Unis, une américaine – soi-disant personne dans la rue – affirmait que c'était maintenant un devoir civique de consommer pour remonter l'économie américaine et montrer au monde entier que les USA ne se laissent pas abattre. La consommation a maintenant un rôle « militaire ».

<sup>6</sup> À cet égard, la proposition d'ATTAC-Europe de réléchir aux modalités de gestion des fonds que l'imposition de la taxe Tobin permettrait de recueillir constitue une contribution concrète au développement de cette solidarité. (Voir votre **Trousse du Congressiste**).

stratégie « implicite » du mouvement de contestation a été de suivre à la trace les grandes organisations internationales responsables de l'offensive de libéralisation (FMI, Banque Mondiale, OMC, G-8) par le biais de manifestations. Il convient maintenant de définir une approche plus diversifiée, plus multiforme.

***Sans nécessairement abandonner les projets de manifestations, il serait peut-être opportun de se concentrer sur des modes d'éducation populaire plus ciblés, nous permettant d'approfondir les enjeux et notre compréhension du monde. Il conviendrait aussi de participer plus activement à un mouvement de définition d'alternatives plausibles, mouvement amorcé par le Forum social mondial et que nous devons approfondir.***

- Mais tout n'est pas noir dans la situation actuelle pour une organisation comme la nôtre, bien au contraire. Depuis les tragiques événements qui ont coûté la vie à plus de 6 000 personnes, nous assistons à un élargissement et à un approfondissement du débat sur la politique extérieure américaine, sur les écarts croissants entre pays nantis et pays pauvres, sur le caractère autoritaire des régimes dans les pays arabes, sur la déliquescence de l'Afghanistan – et des responsabilités des USA et de l'ex-URSS à ce chapitre. Nous sommes également témoin d'un questionnement idéologique plus profond : le marché, la croissance, la consommation<sup>5</sup>, et toutes ces « valeurs » ne sont pas nécessairement ce dont l'humanité a maintenant besoin, que ce n'est pas là nécessairement la voie royale au développement, que le modèle « libéral » n'est peut-être pas adapté aux conditions de la planète et de ses habitants. Il convient donc que nous nous emparions de ces débats, que nous y participions le plus largement possible.
- ***Devant la montée en puissance de l'hégémonie américaine et de l'unilatéralisme du nouveau « gendarme » du monde, il nous faudra opposer la solidarité internationale des peuples<sup>6</sup> et une approche multilatérale des États.*** Nous devons analyser de manière très réaliste les « alternatives » à l'hégémonie américaine en matière de commerce et d'investissement, tout particulièrement dans l'ensemble de l'hémisphère des Amériques. À titre d'exemple, que penser du Mercosur dans le contexte des velléités d'intégration continentale des États-Unis par un instrument comme la ZLÉA ?

Ce qui suit est donc le texte de notre rapport tel qu'il avait été pensé avant les événements du 11 septembre. Comme vous le verrez, l'analyse et les propositions de travail qui s'en dégagent demeurent tout aussi – sinon davantage – pertinentes.



## 1. Un monde déchiré, dominé par le capital, le néolibéralisme et le patriarcat

### **Une offensive sans précédent contre la société**

Coup d'état au Chili en 1973 ; offensive idéologique effrénée de la part des grands thuriféraires de l'idéologie néolibérale dans les années 70 et 80, couronnée par les victoires électorales emblématiques de Thatcher et Reagan ; démantèlement de l'URSS ; virage en direction de l'économie de marché du régime chinois ; endettement aveugle des pays en voie de développement ; crises financières à répétition au Mexique, en Amérique latine et centrale, en Asie du Sud-Est ; domination de plus en plus complète de la production et de la distribution de biens et de services par un nombre toujours plus restreint de grandes firmes transnationales ; explosion depuis les années 70 de la puissance des marchés financiers dont les impératifs de rendement écrasent la production réelle de biens et de services ; explosion de conflits civils, interethniques ; velléités de balkanisation des états ; marchandisation éhontée du corps, surtout celui des femmes<sup>7</sup> ; pérennité et parfois consolidation du patriarcat qui asservit et appauvrit encore plus les femmes.

Depuis plus d'un quart de siècle, nous assistons à une offensive sans précédent du capital, à une attaque en règle contre les collectivités et les valeurs de solidarité qu'elles avaient réussi de haute lutte à institutionnaliser et à protéger de la voracité des intérêts privés. À elles seules, les politiques d'ajustement structurel mises en place par les grandes institutions financières internationales, sous la férule des États-Unis et des grands créanciers privés, ont réussi à démanteler les rares instruments de développement social mis en place dans les pays en voie de développement. Les programmes d'ajustement structurel comportent toujours des privatisations et des pertes d'emplois massives, des restrictions des services sociaux et de santé.. Comme le soulignait Susan George à l'occasion de la Marche mondiale des femmes : « Les premières à en souffrir sont les femmes. Quand les services publics sont privatisés, qui doit prendre la relève ? Les femmes, naturellement ». Dans les pays industrialisés comme le Canada, les services sociaux, l'éducation ont subi les dures répercussions de la fameuse « lutte au déficit », lutte qui n'a jamais remis en question l'iniquité de notre fiscalité ni questionné nos priorités budgétaires.

Le monde issu de ces attaques répétées est un monde déchiré au sein duquel le capital et ses dogmes néolibéraux dominant sans merci. La primauté donnée à l'économique sur le politique est sans équivoque. Le privé a le haut du pavé sur le collectif.

### **Un rapport de forces défavorable**

Certes, les résistances et les luttes contre cette domination sont nombreuses ; certes, au cours des dernières années, de nouvelles solidarités sont apparues. C'est ainsi que dès 1994, les Zapatistes amorçaient un mouvement de critique des politiques de libéralisation du capitale – le jour même de la signature de l'ALÉNA -, mouvement qui irait en s'amplifiant et en se radicalisant rapidement, surtout avec la négociation avortée de l'Accord multilatéral sur l'investissement. Certes, aussi, des brèches sont apparues dans l'édifice du capital et de ses discours. Des dissensions se dévoilent – par exemple, l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale, Josef Stiglitz critique durement les stratégies du FMI et dénonce le fameux consensus de

---

<sup>7</sup> À chaque année, ce sont plus de 4,5 millions de femmes qui sont vendues, essentiellement à des fins de prostitution forcée. En 1997, le trafic de femmes destinées à la prostitution [5] a atteint 4 milliards de dollars.

Washington<sup>8</sup> -; des contradictions se font jour comme on peut le constater au sein de l'OMC<sup>9</sup> à la suite de l'échec du sommet de Seattle et des difficultés pour l'organisation du prochain au Qatar<sup>10</sup>. Certes, les objectifs des globalitaires se voilent derrière une nouvelle rhétorique proposant la lutte contre la pauvreté, le développement durable, etc. Il est également vrai que les médias dominants ont laissé plus de place aux voix dissidentes dans les dernières années à la faveur des grandes manifestations « anti-mondialisation ». On peut aussi constater que des nouvelles convergences – organisations de paysans, syndicats, groupes écologistes, mouvements citoyens – s'articulent non seulement autour d'une critique du néolibéralisme mais aussi de la définition de nouvelles alternatives pour le développement social, économique et humain de l'ensemble des populations de la planète. Le Forum social mondial de Porto Alegre en étant sans doute la plus éclatante – et prometteuse – manifestation. Ce sont là des progrès indéniables sur lesquels nous pouvons fonder de nouveaux espoirs.

Mais il nous faut mesurer l'état réel du rapport de forces et éviter les faciles triomphalismes, toujours trompeurs. La ZLÉA, reconduction à l'échelle continentale de l'ALENA, est toujours à l'ordre du jour. Les élites des pays en voie de développement espèrent libéraliser davantage leurs économies. Les États-Unis, sous la gouverne de leur nouveau président, affirment comme jamais leur hégémonie en agissant d'une manière aussi unilatérale que brutale : refus de ratifier l'entente de Kyoto sur les gaz à effet de serre, refus de reconnaître le tribunal pénal international et de ratifier l'entente sur les armes légères, dénonciation des mesures prises par l'OCDE contre les paradis fiscaux, etc. Les services publics dans tous les pays sont maintenant dans la mire de l'OMC. La concurrence fiscale fait toujours rage entre les états, voire les régions d'un même pays, pour attirer les investisseurs qui ne se cachent plus pour demander subventions et allègements sous menace d'aller ailleurs. Les charges fiscales sur le travail s'alourdissent sans cesse alors que celles sur le capital vont en s'amenuisant.<sup>11</sup> L'écart entre, d'une part, les larges

---

<sup>8</sup> Consensus de Washington, idée dominante au sein des grandes institutions financières, dominées par les Etats-Unis, à l'effet que la croissance économique ne peut se faire que par le biais des marchés libres, du libre-échange, de la liberté des mouvements de capitaux et de l'investissement ainsi que de la déréglementation et de la réduction du rôle de l'État, conjuguées à la privatisation totale des services publics.

<sup>9</sup> Une approche déséquilibrée de la protection de la propriété intellectuelle, et particulièrement de l'interprétation de l'Accord sur les ADPIC dans le cadre du recours au mécanisme de règlement des différends, a entraîné certains conflits entre cette protection et les autres droits humains. Le conflit le plus évident et le plus spécifique concerne le droit à la santé, ce qui est loin d'être étonnant. Les systèmes de brevets prévus aux termes de l'Accord, par exemple, restreignent l'accessibilité à des médicaments qui pourraient sauver des vies dans tous les pays, mais surtout dans les pays en voie de développement, tout simplement parce qu'ils entraînent une augmentation du prix des médicaments, qui deviennent inabordable pour la plupart des citoyens. Cette situation dramatique prévaut dans certains pays d'Afrique subsaharienne où le sida a fait des ravages. Il est par conséquent logique d'affirmer (comme l'a fait l'Afrique du Sud, entre autres) que les droits de propriété intellectuelle font le plus de tort aux populations des pays les plus pauvres, et qu'il devrait y avoir un meilleur équilibre entre ces droits et les autres droits de la personne. Ce qui est en jeu, dans ce cas, est le droit à la santé, et par le fait même, le droit à la vie. Cette bataille a opposé les pays du G7 et ceux du G77 lors de la session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU sur le développement social. À cette occasion, plusieurs pays en voie de développement ont fait valoir que les droits de propriété intellectuelle prévus dans l'Accord sur les ADPIC devraient être assujettis au droit au meilleur état de santé susceptible d'être atteint. Comme on aurait pu s'y attendre, cet argument a été féroce ment combattu par les pays les plus riches, où sont situées la plupart des entreprises pharmaceutiques détentrices des brevets en question. Source : *Un cadre de référence des droits humains pour le commerce dans les Amériques*, Droits et Démocratie, mars 2001 (<http://www.ichrdd.ca/111/francais/commdoc/publications/mondialisation/ZLEA/cadreFinal.html>)

<sup>10</sup> Ces contradictions sont nombreuses. Qu'il suffise de mentionner ici les demandes répétées de la part des pays en voie de développement pour que les pays du Nord ouvrent leurs frontières aux produits agricoles du Sud et que cessent les subventions à l'agriculture que versent par milliards les États-Unis et l'Europe. Il convient aussi de soulever la question de la propriété intellectuelle et des services, sur lesquelles insistent les Américains, insistance qui menace tout aussi bien les pays du Sud que les pays européens. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que les représentants des divers pays concernés n'arrivent pas à s'entendre sur un ordre du jour. On ne peut passer également sous silence toute la question des clauses sociales et de protection de l'environnement que certain pays voudraient enchaîner dans les accords de l'OMC et que les élites de plusieurs pays en voie de développement considèrent comme n'étant que des positions protectionnistes de la part des pays développés.

<sup>11</sup> Tandis que les niveaux d'imposition ont, en moyenne, augmenté, la part des principaux impôts dans le total des recettes (la structure de la fiscalité) a également évolué. Les impôts sur le revenu des personnes physiques restent la principale source de recettes mais pour l'OCDE dans son ensemble, leur part dans le total des impôts a chuté de 31 pour cent au début des années

masses populaires et les nantis, et, d'autre part, entre la nations riches et les nations en voie de développement, se creuse pour devenir un véritable gouffre. En outre, malgré les sempiternelles incantations à l'effet que libéralisation économique et commerciale et développement vont de pair, la situation des femmes, peut-être la mesure la plus juste et la plus révélatrice du maldéveloppement s'aggrave : 70% des pauvres dans le monde sont des femmes ; 67% des analphabètes dans le monde sont des femmes ; les femmes fournissent les 2/3 des heures de travail, mais elles ne gagnent que 10% du revenu mondial et possèdent moins de 1% des terres. 70% du travail agricole, 80% de la production des denrées alimentaires, presque 100% de la transformation des produits de base, 60 à 90% de leur commercialisation sont le fait des femmes ; en 25 ans le nombre des réfugié-e-s a décuplé (guerres, massacres, exode rural) ; 80% des réfugié-e-s sont des femmes et des enfants. Globalisation et patriarcat font bon ménage. Dans de nombreux endroits, les forces politiques de droite et d'extrême-droite se renforcent. Les récentes victoires électorales de Hadler en Autriche et de Berlusconi en Italie sont significatives à plus d'un égard : elles indiquent que non seulement les attaques contre les solidarités sociales persistent mais que la lutte contre les forces de résistance et du progrès se durcira. Les récents événements sanglants de Gênes en sont la triste démonstration.

La crise financière en Argentine, la dollarisation accélérée des économies des Amériques, les pressions américaines pour la mise en place d'un pacte de l'énergie et en faveur de l'exportation massive de l'eau, l'extension de la protection par les lois américaines des droits d'auteur jusqu'à 99 ans, la prochaine lutte au sein de l'OMC sur l'extension des droits de propriété intellectuelle et sur le commerce des services, nous montrent bien que ***l'offensive visant la marchandisation du monde, sous hégémonie américaine, bat toujours son plein.***

## 2. Des luttes encore défensives

Comme nous le disions plus haut, une telle offensive a, infailliblement, provoqué, une résistance comme en témoignent les grandes manifestations à l'occasion des sommets des institutions internationales comme le FMI, la Banque mondiale, ou encore des chefs d'état (G8 et Sommet des Amériques). ***Ces manifestations, de concert avec des actions moins spectaculaires mais tout aussi significatives, ont sans doute déconcerté les classes dirigeantes. Elles n'ont toutefois pas entraîné de modifications politiques importantes de la part des grandes capitales du libéralisme.***

Par contre, dans certains pays, que nous pourrions qualifier de maillons faibles du libéralisme – la France, entre autres – nous sommes témoins de certaines concessions intéressantes. N'est-il pas vrai que le premier ministre Jospin a accepté d'appuyer l'idée d'une taxe sur les

---

80 à 27 pour cent seulement aujourd'hui. Depuis plus de 20 ans, la part de l'impôt sur les sociétés reste autour de 8 pour cent du total des impôts. **Étant donné la forte augmentation de la part des bénéfices des sociétés dans le PIB de la zone de l'OCDE après le milieu des années 80, le poids effectif de l'impôt sur les bénéfices a chuté.** Cette tendance reflète en partie une érosion croissante de la base d'imposition résultant d'une **planification fiscale généralisée (y compris par le recours aux « paradis fiscaux ») et d'une concurrence fiscale intense entre les pays industrialisés.** Les sources de recettes qui ont connu les progressions les plus fortes ont été les impôts généraux sur la consommation et les cotisations de sécurité sociale. Les impôts généraux sur la consommation, en particulier la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), produisent actuellement 18 pour cent des recettes fiscales totales contre 12 pour cent seulement au milieu des années 60. L'augmentation des cotisations de sécurité sociale reflète probablement la pression à la hausse sur les dépenses de transferts sociaux résultant de l'augmentation du chômage, du vieillissement de la population et de l'augmentation des dépenses de santé. Au cours de la période 1965-1996, la part des droits spécifiques sur la consommation tels que les accises et les taxes à l'importation a été divisée par deux. **Les taux des droits sur les produits importés ont été partout fortement réduits ce qui reflète la tendance générale à la levée des barrières commerciales. De plus, au cours de la même période, la part des impôts, sur la propriété dans la fiscalité totale a sensiblement chuté, passant de 8 à 5 pour cent du total des impôts,** peut être du fait de la résistance des électeurs à l'égard d'impôts aussi « visibles ». [Nous soulignons.]

Source : . **Statistiques des recettes publiques de l'OCDE** ([http://www.oecd.org/daf/fa/stats/stats\\_fr.htm](http://www.oecd.org/daf/fa/stats/stats_fr.htm))

transactions financières à l'occasion de la récente rencontre des ministres des finances de l'Union européenne, position qui semble avoir la sympathie de la Belgique, du Danemark et peut-être même de l'Allemagne. De froids calculs électoralistes ne sont certes pas étrangers à ces revirements, mais cela est indicatif de la force relative du mouvement de résistance au néolibéralisme, dont ATTAC est un incontestable chef de file.

On constate également que les demandes pour une plus grande transparence et une véritables démocratisation des processus des négociation des grands accords commerciaux ne sont pas restées sans effet. La décision de divulguer les textes de négociations de la ZLÉA doit être vue comme étant une importante victoire des mouvements de la société civile non seulement dans les Amériques mais partout dans le monde. Le fait que les mouvements d'opposition à la ZLÉA aient réussi à forcer la quasi totalité des acteurs politiques à prendre position non seulement sur le processus de négociation mais aussi sur l'ensemble de la question du « libre-échange » doit aussi être soulignée comme étant un reflet de la force politique montante de notre mouvement<sup>12</sup>. Une nouvelle rhétorique se dessine de la part des grands responsables politiques de ces négociations. Le ministre Pettigrew n'a-t-il pas récemment déclaré que la capitalisme laissé à lui-même va à la destruction et que des balises sont nécessaires ?<sup>13</sup>

***Ces luttes de résistance sont essentielles. Elles servent non seulement à limiter les dégâts mais aussi à clarifier les enjeux, à canaliser les forces sociales autour de revendications communes et à démontrer l'urgence de définir « un autre monde ». Mais leur absolue nécessité ne change rien à leur nature : ce sont des luttes de résistance, des luttes défensives.***

Ce portrait, trop sommaire, du monde auquel nous sommes confrontés, nous permet néanmoins de tirer quelques conclusions susceptibles d'éclairer notre action.

---

<sup>12</sup> Comme le souligne le ministre Pettigrew lui-même : « Si les manifestants violents dans les rues ont été, dans une large mesure, discrédités pour leurs tactiques, nous devrions nous rappeler que ces manifestants et leurs alliés plus pacifiques continueront de retenir beaucoup l'attention des médias. Ainsi, nous devrions garder à l'esprit le fait qu'ils exploiteront toutes les iniquités qu'ils perçoivent dans le système économique et financier mondial, et que dans la mesure où ils peuvent le faire, ils réussiront peut-être à faire basculer l'opinion publique davantage dans leur camp. Donc, nous devrions éviter de leur donner des motifs de se plaindre. » Notes pour une allocution de l'Honorable Pierre Pettigrew, ministre du commerce international, à l'occasion de la Conférence annuelle de la National Association of Manufacturers Association Council « Le commerce Canada-américain et la tendance vers l'intégration économique nord-américaine », 2 août 2001.

<sup>13</sup> « D'un autre côté, je considère que lorsque vous ne laissez de la place qu'aux marchés, vous vous rendez compte rapidement que le marché peut faire des erreurs et agir autant à courte vue que les États. Cela tient au fait que les marchés recherchent des bénéfices rapides et veulent des résultats immédiats. Il faut donc rechercher un équilibre entre l'État et le marché, entre les forces politiques. Il s'agit de trouver un nouvel équilibre à l'ère de la mondialisation où toutes sortes de technologies et de forces contestent la façon dont nous pouvons gouverner. »

Notes pour une allocution de l'Honorable Pierre Pettigrew, ministre du commerce international, à l'occasion de la Table ronde du Royal Institute of International Affairs « De l'avant-Seattle à l'après-Québec : pour reprendre l'initiative en matière de commerce », 22 juin 2001.

1. L'offensive du capital, de la marchandisation du monde, se poursuit.
2. Les dégâts des 25 dernières années causés par les politiques de libéralisation, de déréglementation et de privatisation, sont énormes et exigeront de longs efforts de redressement<sup>14</sup>. La dislocation sociale et économique que ces politiques ont engendré est telle en certains pays qu'il faudra compter plusieurs décennies avant d'assurer là un développement viable.
3. L'affirmation de plus en plus brutale de l'hégémonisme américain met en péril les institutions multilatérales mises difficilement en place au cours du dernier demi-siècle. Par ailleurs, la domination qu'ils exercent sur ces institutions en exacerbe les contradictions et en paralyse l'action.  
La composition, le fonctionnement et les politiques des institutions financières internationales amènent un questionnement fondamental sur la pertinence et les orientations de ces institutions et leur rôle dans le processus de mondialisation actuelle.
4. Bien qu'essentielles et justifiées, les luttes actuelles visent essentiellement à préserver des acquis ou à rétablir des acquis perdus. Toutefois, elles servent non seulement à limiter les dégâts mais aussi à clarifier les enjeux, à canaliser les forces sociales autour de revendications communes et à démontrer l'urgence de définir « un autre monde ».
5. Le mouvement d'opposition à la mondialisation néo-libérale, même s'il s'amplifie, n'a toutefois pas entraîné de modifications politiques importantes de la part des grandes capitales du libéralisme. Le début de crise économique, la montée de la résistance au néolibéralisme ont renforcé la tendance à la répression de la contestation. À cela, s'ajoute le danger d'amalgame entre les luttes démocratiques que nous menons et le terrorisme.

### **Un système néanmoins fragile**

Cela ne veut pas dire que le système sur lequel les néo-libéraux ont assis leur domination n'est pas fragile. Les crises de surproduction, les guerres commerciales, la spéculation folle suivie de déroutes boursières, le chômage endémique, l'exclusion sociale, la montée en force de la criminalité organisée à l'échelle internationale, les refus «passéistes » de la modernité qui expliquent les régimes afghan, pakistanais et autres mouvements dans le monde, sont tous là pour nous rappeler les immenses fissures qui lézardent les fondations de ce système. Mais la diversité et la complexité même des manifestations locales de ces contradictions et du spectre des réactions et réponses qu'elles suscitent ne nous permettent pas d'affirmer, comme certains, que les bannières du progrès ou de la révolution battent haut dans le vent sur tous les horizons.

**Il convient donc d'appeler un chat un chat : le rapport de forces actuel ne favorise pas les forces progressistes.**<sup>15</sup> Bien que des signes encourageants se manifestent, il n'en est pas

---

<sup>15</sup> Les propos de Susan Goerge dans son texte **Que faire à présent ?** rédigé au lendemain du 1<sup>er</sup> Forum Social Mondial nous font écho : « Mais il faut bien reconnaître aussi que le chemin à partir de maintenant sera long et dur. Oui, la Banque mondiale, le FMI et l'OMC sont touchés, mais ils sont toujours debout et n'ont renoncé à aucun de leurs pouvoirs. La distribution des richesses du monde demeure radicalement inégale. Chaque jour de plus en plus de personnes sont plongées dans la pauvreté. La dette du Sud continue à croître et à détruire l'existence de personnes innombrables. La planète, la nature font toujours l'objet d'un assaut sans relâche et peut-être fatal. Pire encore, les vrais responsables de la mondialisation ont été à peine touchés: je parle des firmes transnationales industrielles et financières pour lesquelles la Banque, le Fonds, l'OMC, l'OCDE et les autres servent de domestiques. Ces méga-compagnies et les marchés financiers sont l'incarnation ultime du capitalisme mondial; c'est d'elles que vient le vrai danger et leurs dirigeants se réunissent à Davos en ce moment même. Tant que nous ne les aurons pas placées sous contrôle démocratique et légalement contraignant, nous ne pourrons pas crier victoire. »

moins vrai que les groupes, organisations, partis politiques et individus animés par l'espoir qu'un « autre monde est possible » tiennent encore le bâton par le plus petit bout. N'est-il pas révélateur que, dans un pays aux fortes traditions de luttes sociales comme l'Italie et où près de 300 000 personnes se sont mobilisées à Gênes contre l'offensive néo-libérale, c'est une coalition ultra-libérale menée par Berlusconi qui a remporté des élections ? **Si nous pouvons nous réclamer de victoires importantes – la défaite de l'Accord multilatéral sur l'investissement – les stagnations et les reculs n'en sont pas moins nombreux et réels.**

La situation est certes difficile. Mais ce n'est pas parce que nous pouvons prendre l'offensive pour faire naître dès maintenant cet « autre monde » que nous ne pouvons organiser et renforcer les forces de la résistance.

### 3. Savoir conjuguer luttes défensives et perspectives stratégiques

Le développement fulgurant d'ATTAC en France et ailleurs dans le monde constitue un bel exemple de ce qui est néanmoins possible. Sur la base d'une analyse concrète des forces dominantes dans le monde, les fondateurs d'ATTAC ont su mettre le doigt sur l'un des maillons faibles de la chaîne avec laquelle le capital a su asservir la société : l'instabilité des marchés financiers. Front de lutte et de mobilisation parmi tant d'autres, la question de l'instabilité des marchés financiers n'en est pas moins une question centrale – au même titre que l'environnement - qui permet de mettre au jour toutes les autres dynamiques économiques, idéologiques et sociales en œuvre à l'heure actuelle. Le succès d'ATTAC s'explique selon nous nous en grande partie par les facteurs suivants :

- ses fondateurs ont montré la force hégémonique acquise par les marchés financiers ;
- ATTAC a su définir des objectifs tactiques à court et moyen termes – taxe Tobin, abolition des paradis fiscaux – susceptibles de rallier de très larges secteurs des populations ;
- ATTAC a su s'emparer de revendications et de dossiers sur lesquels plusieurs institutions internationales se penchaient et se penchent encore . Cela a su donner un écho international favorable aux revendications de l'organisation.
- ATTAC a su articuler son action sur les marchés financiers autour d'une perspective stratégique plus large visant de redonner la primauté au politique sur l'économique, au collectif sur le marché privé, au développement au long terme sur les politiques électoralistes à courte vue.

ATTAC se définit comme un mouvement de résistance qui cherche à limiter le rôle du marché – en particulier des marchés financiers – en revendiquant un resserrement radical des contrôles sur les différents acteurs financiers. Bien que nos revendications tactiques ne soient pas fondamentalement incompatibles avec le capital, elles en limiteraient durablement la liberté de mouvement, permettant ainsi aux citoyens de disposer de nouvelles ressources qu'elles pourraient consacrer au développement social et culturel sans craindre les chaos engendrés par la cupidité sans limite des spéculateurs. En s'attaquant aux paradis fiscaux, nous nous attaquons à une généralisation somme toute assez récente de pratiques fort anciennes mais qui, maintenant par leur ampleur et l'importance des capitaux qui y transitent ou y reposent, sabotent l'équité fiscale, favorisent la criminalité financière et le blanchiment d'argent, tout en profitant aux seuls grands nantis de ce monde.

Ce sont peut-être là des luttes défensives, mais elles créent de nouvelles conditions politiques, idéologiques et économiques pour passer à un autre niveau, pour élargir encore plus les acquis, clarifier les enjeux stratégiques, déployer nos actions dans toutes les classes de la société, consolider nos cadres organisationnels et, enfin, développer encore plus largement et durablement l'unité d'action. Nos perspectives stratégiques et les « utopies » qui nous animent demeurent les mêmes sans égard aux aléas de la conjoncture : un monde solidaire, où l'économie est mise au service des populations. Notre travail autour de nos revendications tactiques actuelles doit s'appuyer sur nos visées stratégiques, car c'est notre conviction en la possibilité d'un monde différent qui fonde nos solidarités avec les autres organisations qui épousent des causes et de mots d'ordre distincts des nôtres, à court et à moyen termes. Comme le signale si bien Jacques B. Gélinas dans son livre, notre travail en est un de longue haleine, sachons être patient sans pour autant que notre détermination ni nos espoirs ne vacillent.

## 4. Savoir nouer des alliances et développer nos forces

### La stabilité financière : « un bien public mondial »

Nos revendications cherchent, entre autres, à redonner la primauté au politique et au social sur l'économique, sur le marché. À ce chapitre, nous pourrions nous inspirer d'un mouvement de plus en plus ample qui vise la reconnaissance institutionnelle et réglementaire des « biens publics mondiaux » (*global common goods*).<sup>16</sup> L'Association mondiale pour un contrat sur l'eau fonde son argumentaire entre autres sur le fait que l'eau constitue un bien commun mondial et qu'il ne s'aurait être l'objet d'une marchandisation. **À l'instar de nombreux spécialistes et juristes, ATTAC-Québec considère que la stabilité financière devrait être considérée comme un « bien commun mondial » au même titre que l'eau et l'air au vu des graves répercussions sociales et économiques de l'instabilité financière. ATTAC-Québec entend donc s'inscrire dans le mouvement pour la généralisation de la reconnaissance juridique de la sécurité et de la stabilité économiques comme biens communs mondiaux.**<sup>17</sup>. Adopter une attitude similaire nous

---

<sup>16</sup> Le développement social constitue un volet très important du domaine en expansion des biens publics mondiaux. Il englobe l'éducation de base, la santé et la nutrition, le VIH/SIDA, l'immunisation, la protection environnementale, les ressources en eau et, plus récemment, le partage à l'échelle mondiale de l'information, des connaissances et de la technologie ainsi que l'accès à ces ressources. Voir l'excellent article de Inge KAUL, « **Biens publics globaux, un concept révolutionnaire** », dans la livraison de juin 2000 du *Monde diplomatique* (<http://www.monde-diplomatique.fr/2000/06/KAUL/13929.html>) (Reportez-vous à votre **Trousse du congressiste**.)

<sup>17</sup> Pour se convaincre de la nature à la fois sociale et globale des marchés financiers et des répercussions de leur instabilité sur le sort des populations de pays entiers, il suffira de rappeler les impacts de la crise monétaire en Asie de l'Est dans trois pays : l'Indonésie, la Corée et la Thaïlande.

**Chômage** : Le chômage recensé a augmenté considérablement par rapport à 1996, l'année qui a précédé la crise. En Indonésie, les chiffres officiels du chômage sont passés de 4 % environ en 1996 à 9 à 12 % fin 1998. En Corée, le chômage est passé de 2 % en 1996 à 4,7 % en février 1998 et devrait atteindre 6,2 % à la fin de 1998. En Thaïlande, le chômage devrait passer de 1,5 % en 1996 à environ 6 % à la fin de 1998. En outre, le sous-emploi, qui est beaucoup plus difficile à mesurer, aurait considérablement augmenté. En Corée notamment, la crise a mis fin à la pratique traditionnelle de l'emploi à vie. Des suicides plus qu'occasionnels ont été recensés pour cause de perte d'emploi. La plupart des personnes qui ont perdu leur emploi sont obligées de travailler dans des conditions illégales.

**Niveaux des salaires en termes réels** : La forte hausse des salaires en termes réels enregistrée ces dernières années s'est arrêtée brusquement en 1997, et la tendance s'est inversée en 1998. A titre d'exemple, en Corée, la croissance des salaires en termes réels était de 6,5 % en moyenne en 1995-96, mais elle est tombée à 2,7 % durant le troisième trimestre de 1997 et à - 2,3 % durant le dernier trimestre de 1997. En Indonésie, le niveau des salaires en termes réels devrait baisser de plus de 15 %.

**Modification des seuils de pauvreté** : Un rapport du Comité de Développement de la Banque Mondiale estime qu'une chute moyenne de l'activité économique d'environ 10 % en Indonésie, en Thaïlande, en Malaisie et aux Philippines aura pour conséquence le doublement du nombre de pauvres, qui atteindra 90 millions de personnes (Financial Times, 28/9/98, p.4). Des chiffres plus précis ont été publiés récemment à l'échelle nationale. Ainsi, pour la crise en Corée, 100.000 personnes supplémentaires devraient bénéficier de l'aide sociale. En Indonésie, la crise va certainement grossir les rangs des 22 millions de

permettrait de forger des alliances à l'échelle nationale et internationale susceptibles d'assurer le développement en profondeur de notre travail. De plus, cela nous permettrait de conférer une dimension juridique au caractère apparemment purement financier de notre lutte, dimension qui nous permet de démontrer le caractère systémique non seulement de la situation que nous décrivons mais aussi des alternatives que nous revendiquons.

Notons que ce mouvement prend actuellement de l'ampleur et suscite beaucoup d'espoirs parmi de nombreuses organisations internationales.<sup>18</sup>

### **Rapport à l'État et au travail parlementaire**

Redonner la primauté au politique sur l'économique pose nécessairement la question du pouvoir, de la démocratie et de l'État. Cela soulève nécessairement la question de la nature de l'État et des intérêts que ce pouvoir d'état défend. Cela met aussi sur la table le problème des rapports entre les divers états de la planète et des contradictions qui les animent. Enfin, cela nous amène à aborder le problème de notre stratégie et de notre tactique face à ce pouvoir.

Comment demander à un État comme l'état canadien, le même qui a érigé une muraille autour du Sommet des Amériques, qui a fait lancer plus de 5 000 bonbonnes de gaz et tirer plus de 800 balles de caoutchouc sur les manifestants à Québec, ou encore à l'état italien qui non seulement a toléré un assassinat mais a aussi orchestré des attaques sauvages et carrément fascistes contre un centre de médias indépendant à Gênes cet été, de mettre en place – et gérer – une taxe Tobin ? Comment travailler avec des parlementaires, souvent appartenant à la formation politique au pouvoir, au sein d'alliances reprenant à leur compte les revendications d'ATTAC ? Comment revendiquer le renforcement du rôle régulateur de l'état sur les marchés financiers tout en luttant contre sa tendance avouée à criminaliser les mouvements de protestation anti-mondialisation ? Comment aussi accepter de négocier avec Pettigrew alors que ce dernier pousse les négociations en faveur de la ZLÉA ?

Nous devons d'abord reconnaître d'emblée que nous n'avons d'autre choix que d'avoir l'état comme interlocuteur. Mais il importe aussi de reconnaître que l'État est lui aussi traversé de contradictions qu'il convient d'exploiter. Premièrement, dans nos démocraties libérales, il se présente comme une institution au service du bien général. On peut d'emblée montrer que les politiques qu'il met en place vont à l'encontre du bien général et ne servent qu'une minorité de bien nantis. Par contre, en raison de cette même rhétorique et aussi – avouons-le – des exigences du jeu électoral, les représentants de l'état sont contraints de faire des concessions. C'est ainsi, par exemple, qu'une campagne de lobbying bien orchestrée a amené le parlement fédéral à voter une motion favorable à une taxe sur les transactions financières.

D'autre part, les intérêts de l'État sont parfois en contradiction avec ceux des représentants des marchés privés<sup>19</sup> et avec d'autres États. Ce sont là aussi des contradictions que nous pouvons exploiter. Prenons l'exemple des paradis fiscaux et de la position adoptée par le nouvelle

---

personnes vivant déjà sous le seuil de pauvreté. La crise menace donc d'anéantir tous les résultats obtenus dans la lutte contre la pauvreté depuis vingt ans.

**Hausse des prix due aux courbes de l'inflation et des importations** : Depuis le dernier trimestre 1997, la hausse des prix des denrées de base s'est accélérée et a dépassé le rythme de l'augmentation des prix globaux à la consommation. Le prix de certains médicaments de base (qui sont importés) a triplé depuis le début de 1998. En Indonésie, l'équivalent en riz du salaire journalier minimum (5.800 roupies) est passé de 6,28 kg en janvier 1997 à 4,76 kg fin décembre 1997. Les courbes d'importation ont également affecté la disponibilité des denrées de base, comme le riz en Indonésie. Le Président Habibie a donc demandé à la population de jeûner deux fois par semaine afin d'économiser le riz.

<sup>18</sup> Il se tiendra en novembre, à l'UQAM, une importante conférence internationale sur les « biens communs mondiaux ».

<sup>19</sup> Le fait que le gouvernement fédéral ait dit non aux fusions des banques canadiennes montre bien que l'État dispose encore de pouvoirs considérables en termes de réglementation du marché.



administration Bush quant aux actions de l'OCDE à ce chapitre. Le ministre des affaires extérieures du Canada a déjà commencé à montrer son irritation face aux actions unilatérales des USA. Il nous faudra exploiter cette contradiction à notre avantage pour tenter d'amener le Canada à défendre ses positions et intérêts de manière plus virulentes. **Donner la primauté au politique, c'est aussi renforcer nos institutions démocratiques, dont nos institutions parlementaires. Bien que nous sachions que l'espace de manœuvre démocratique est mince au sein de ces institutions, il n'en demeure pas moins que nombre de parlementaires ne demandent pas mieux que d'y jouer un rôle plus important en vue d'influer sur les politiques de l'État. ATTAC-Québec entend donc faire pression sur les instances gouvernementales pour que les parlementaires canadiens et québécois puissent jouer un rôle plus déterminant dans la définition des politiques canadiennes relatives à la régulation des marchés financiers.**

ATTAC-Québec entend aussi mener un travail d'éducation auprès des parlementaires canadiens et québécois et de faire pression sur eux pour qu'ils reprennent nos revendications et s'en fassent les porte-parole non seulement dans l'arène parlementaire mais dans l'ensemble de la société canadienne dans le but d'infléchir les politiques gouvernementales. Le fait, par exemple, que plus de 500 parlementaires dans le monde, dont plus de 40 au Canada, aient signé l'appel mondial en faveur de la taxe Tobin démontre bien que plusieurs d'entre eux cherchent à exercer une action indépendante en vue de se faire l'écho des préoccupations populaires. Autre exemple : la Conférence des parlementaires des Amériques ont dénoncé le processus de négociations de la ZLÉA qui ignorait les institutions parlementaires, dénonciation qui a eu des échos somme toute assez retentissants et positifs au Québec<sup>20</sup>. Il nous appartient d'élargir ces mouvements et de continuer à faire pression sur les signataires en vue qu'ils soient plus actifs dans leur défense de nos revendications.

Il convient aussi d'être attentif aux contradictions qui traversent les classes politiques tant à l'étranger que chez nous. Nous voyons, par exemple, le Nouveau Parti Démocratique tenter de redéfinir son orientation en se radicalisant pour se rapprocher davantage du mouvement de critique du néolibéralisme. À la droite du spectre politique, nous voyons l'Alliance se désintégrer sous les coups de butoir d'une aile pragmatique consciente que le parti ne peut prendre le pouvoir que s'il se dirige vers le centre-droit en fusionnant avec le Part conservateur. Il n'en demeure pas moins que, malgré l'apparente déconfiture de cette formation politique, les votes qu'elle a réussi à assembler indique que l'idéologie néolibérale à teinte populiste a de profondes racines au Canada anglais. Sur la scène provinciale, un rassemblement des forces progressistes s'anime pour faire le débat qu'il n'est plus possible de faire au sein du PQ. On assiste là à une mouvance parallèle à celle qui secoue le NPD. Par contre, sans se faire d'illusion, on peut croire que les critiques qu'ATTAC et d'autres adressent au processus de la mondialisation néolibérale ont leur effet puisque la ministre des Relations internationales du Québec entend participer aux travaux de Porto Alegre pendant que son patron, le premier ministre, fumerait le cigare dans les luxueux salons de Davos.

---

<sup>20</sup> « Malgré les engagements fermes de transparence du processus, il y a manifestement une très nette absence d'informations pour tout ce qui touche la ZLEA de près ou de loin. Cette constatation a fait presque l'unanimité des témoignages et ce, tant des groupes du monde des affaires que des représentants des travailleurs et des observateurs. Nous comprenons qu'on ne peut négocier efficacement un tel projet sur la place publique. Par contre, ce que nous nous expliquons moins clairement, c'est que ni les orientations précises, ni l'état d'avancement des travaux ne sont connus. Plusieurs témoins craignent que des précédents instaurés par l'ALENA ne servent de modèle à la ZLEA, notamment en matière d'investissement et de marchés publics, et les informations nécessaires pour répondre à ces interrogations n'étaient pas disponibles. Ce manque d'information nous apparaît nuisible au succès du projet, en cela qu'il alimente les pires craintes et favorise toutes les spéculations ». **Le Québec et la Zone de libre-échange des Amériques : Effets politiques et socioéconomiques**. Assemblée nationale du Québec, Commission des institutions, décembre 2000. Sur Internet : <http://www.assnat.qc.ca/fr/publications/rapports/rapci1r.html>. Pour les prises de position de la COPA, voir : *DÉCLARATION PARLEMENTAIRE DE PUERTO RICO*, Deuxième Assemblée générale de la Conférence parlementaire des Amériques, Río Grande, Puerto Rico, 19 au 23 juillet 2000. Sur Internet : <http://www.copa.qc.ca/Francais/PuertoRico2000/cadredeclaf.html>

**À l'échelle internationale, les conflits entre le Canada et les Etats-Unis sur le bois d'œuvre, les produits culturels et les subventions à l'agriculture, pour ne citer que ceux-là, ainsi que la décision américaine de ne plus souscrire aux actions de l'OCDE contre les pratiques fiscales dommageables – c'est-à-dire les paradis fiscaux – illustrent bien toutes les contradictions qui existent entre les pays, même parfois entre les alliés les plus sûrs. Il convient de se servir de l'un pour affaiblir l'autre.**

### **Un travail de démarcation idéologique multiforme**

**Notre travail de démarcation quant à lui doit se déployer sur plusieurs terrains. Sur le terrain idéologique d'abord en menant une lutte sans merci contre les mensonges des idéologues néo-libéraux.**

Par exemple, qualifier la stabilité des marchés financiers comme « bien commun mondial » ne suffit pas pour nous démarquer de l'idéologie néo-libérale du tout au marché.<sup>21</sup> Il nous faut montrer en quoi l'idéologie libérale, qui a su jouer un rôle progressiste dans l'histoire, sert maintenant de justification aux menées des transnationales pour s'accaparer toutes les sphères de l'activité humaine dans le but de résorber leurs crises de surproduction à répétition. Il convient de montrer qu'il n'y a pas une nécessaire adéquation entre liberté d'entreprise et liberté de commerce, d'une part, et liberté individuelle, d'autre part. En ce qui a trait aux marchés financiers, cette lutte idéologique concerne la liberté de spéculer, la liberté de créer le chaos par la simple vertu de droits de propriété sur les capitaux et sur la liberté de se déroger aux fiscalités nationales. La lutte idéologique sur ce terrain doit s'appuyer sur des données financières, fiscales et économiques sans reproche. On ne peut attaquer une idéologie dominante simplement en lui opposant une autre système de valeurs, il faut aussi le faire au moyen de la « réalité brutale » qui est celle des écarts grandissants entre nantis et démunis, qui est celle de la paupérisation des travailleurs et des classes moyennes dans les pays développés, qui est celle du fossé qui s'élargit entre pays riches et pays en voie de développement. Il s'agit de montrer que la part du capital va grossissant tandis que celle du travail ne cesse de s'éroder depuis 20 ans.

Il s'agit de s'approprier la rhétorique du néolibéralisme, la rhétorique de l'État sur le bien général, des affirmations «marketing » des dirigeants des grandes entreprises pour faire la démonstration que leurs dogmes ne peuvent mener qu'au désastre.<sup>22</sup> Bien que cette lutte idéologique pourrait être menée sur tous les fronts, il nous faut, compte tenu de nos énergies limitées, la concentrer. **Nous croyons, que dans les circonstances actuelles, quatre principaux fronts doivent retenir notre attention :**

- **la collusion entre les intérêts des grandes entreprises transnationales et l'ordre du jour de libéralisation des marchés suivi par les États ;**
- **la grandissante iniquité fiscale qui ne cesse de favoriser les grandes entreprises et les gros patrimoines privés au détriment des citoyens ;**

---

21 Même notre ministre des Finance, Paul Martin, s'en fait le héraut : « La gestion judicieuse des biens publics mondiaux est une responsabilité collective que partagent tous les gouvernements, les institutions internationales et régionales et les organismes de la société civile. Pour être couronnée de succès, l'action collective doit être menée dans un véritable esprit de partenariat. ». Déclaration préparée à l'intention du Comité de développement de la Banque mondiale, Prague, République tchèque, le 25 septembre 2000. Sur Internet : <http://www.fin.gc.ca/news00/00-074f.html>

22 D'autres fissures apparaissent dans le système de pensée néo-libéral. En effet, un rapport de l'OCDE montre que les principaux facteurs de croissance - la formation des hommes et le lien social - ne peuvent se développer qu'avec le soutien des deniers publics. Les experts de cette organisation avaient plutôt habitué leurs audiences à des démonstrations sur les bénéfices du libre-échange des hommes et des marchandises. C'est donc à une étonnante remise en cause qu'ils se livrent dans un rapport de 165 pages intitulé *Du bien-être des nations - le rôle du capital humain et social*, publié le 10 mai 2001. Voir : <http://www.oecd.org/publications/e-book/9601012e.pdf>

- *la spéculation financière qui engendre l'instabilité des marchés, limite la marge de manœuvre monétaire des États et favorise une concentration sans précédent de la richesse ;*
- *la concurrence fiscale qui caractérise de plus en plus les rapports entre les états à la faveur de la prolifération des paradis fiscaux et de la grande mobilité du capital qui autorise tous les chantages de la part des investisseurs et toutes les compromissions de la part des classes politiques ;*
- *la criminalité financière favorisée entre autres par les paradis fiscaux, le secret bancaire, etc.*

Nous reviendrons plus en détail sur ces questions dans le cadre du plan de travail que nous proposons.

### **Savoir isoler nos ennemis principaux**

Notre travail de démarcation doit aussi se faire sur le terrain politique. Nous devons apprendre à forger des alliances qui nous permettent d'isoler nos ennemis principaux. Cela passe par de nombreux moyens :

- *développer des liens avec des parlementaires désireux de faire pression soit sur leur caucus, soit sur le gouvernement en vue de faire avancer les revendications de mise en place de la taxe Tobin et de l'élimination des paradis fiscaux ;*
- *nous associer à des coalitions ou à des organisations mettant de l'avant des revendications qui sont soit similaires aux nôtres ou visent les buts similaires, soit susceptibles de créer des conditions favorables à la satisfaction de nos demandes ;*
- *nous devons appuyer les pays qui défendent des positions qui, objectivement, contribuent à affaiblir l'hégémonie américaine et des marchés financiers sur leur espace économique national ou régional ;*
- *nous saisir de toutes les contradictions qui animent les classes politiques, ici et à l'étranger.* Par exemple, dans sa lutte contre le terrorisme, les États-Unis ont demandé aux autres pays d'étrangler les sources de financement des groupes terroristes, lesquelles sources permettent de remonter aux paradis fiscaux. *Il conviendrait alors de demander au Canada d'appuyer les efforts du GAFI en vue de lever le secret bancaire qui prévaut dans nombre de pays trop complaisants avec l'argent sale. Il conviendrait aussi de faire pression sur le Canada pour que les grands marchés financiers soient mis à contribution par la mise en place d'un fonds spécial en vue de favoriser le développement d'activités économiques de substitution dans les actuels « paradis fiscaux ». Cela pourrait nous permettre de ne pas aliéner les pays concernés dans la lutte contre la criminalité financière et les pratiques fiscales «dommageables » pour reprendre la terminologie de l'OCDE.*

## 5. Savoir organiser notre travail et consolider notre organisation

### Préambule

ATTAC-Qc doit poursuivre son travail de consolidation politique, idéologique et organisationnel. Cette consolidation se fera essentiellement par le truchement d'activités d'éducation populaire, appuyées par des actions.

Comme le souligne Susan George dans son document *Que faire à présent ?*, notre tâche principale en est une de lutte idéologique contre le néolibéralisme, lutte qui se mène sur le terrain politique. Aussi, cette lutte idéologique devra-t-elle être multiforme pour atteindre le plus grand nombre, dans des milieux divers.

### Proposition P-1

#### **Objectifs généraux au cours de la prochaine période**

- *Élargir, approfondir et diversifier notre travail d'éducation populaire.*
- *Faire de l'organisation un interlocuteur incontournable sur le terrain de la taxation de la spéculation financière, de la criminalité financière, des paradis fiscaux et de la limitation de la mobilité du capital.*
- *Développer des liens de travail et de solidarité avec toutes les organisations partageant nos objectifs quant à la taxation de la spéculation financière et l'élimination des paradis fiscaux.*
- *Élargir notre membership.*
- *Former des membres capables d'assumer les tâches d'éducation et de mobilisation de l'organisation.*

### Volet 1 – Consolidation politique

Par consolidation politique nous entendons la capacité d'influer sur le développement du débat sur les questions mobilisant les énergies de l'organisation. Par développement politique, nous entendons également la multiplication et le resserrement de nos liens de collaboration, de solidarité, de consultation et de coalition avec des organisations de plus en plus influentes et capables de rejoindre un nombre toujours plus grand de personnes dans le pays. Notre consolidation politique passe par notre capacité de bien définir nos objectifs, de viser les bonnes cibles et de rallier nos « amis » et d'isoler nos « ennemis ». Notre développement politique exige que nous formulions des perspectives stratégiques et tactiques claires, avec des objectifs réalistes susceptibles de rallier le plus grand nombre.

### Volet 2 – Consolidation idéologique

Par consolidation idéologique, nous entendons la connaissance par le plus grand nombre possible d'adhérents de nos objectifs et des bien-fondés de nos revendications. Nous entendons par là aussi l'élargissement du noyau d'adhérents capables d'assurer la développement de l'organisation, d'intervenir en son nom, de former le membership, d'appliquer les mots d'ordre de l'organisation dans des situations concrètes diverses. Nous entendons aussi par là la capacité de défendre nos points de vue dans des situations de polémique avec

des alliés potentiels ou de confrontation avec les représentants des intérêts contre lesquels nous luttons.

### **Volet 3 – Consolidation organisationnelle**

Par consolidation organisationnelle, nous voulons parler de la capacité de l'organisation de mettre à profit de manière optimale les énergies et les compétences que ses adhérents et sympathisants lui proposent. Nous entendons par consolidation organisationnelle la mise en place des cadres organisationnels les plus susceptibles de favoriser l'atteinte de nos objectifs politiques et idéologiques. Nous entendons par là également le développement quantitatif de notre membership et la multiplication de nos sources de financement.

#### **Proposition P-2**

Le 2<sup>e</sup> Congrès d'ATTAC considère que la consolidation politique, idéologique et organisationnelle ne peut se faire que sur le terrain de la lutte politique. Voilà pourquoi, ATTAC-Qc s'engagera sur deux fronts politiques principaux : la lutte pour la mise en place d'une taxe sur les transactions financières et l'abolition des paradis fiscaux d'une part, et la participation au mouvement international, canadien et québécois pour la définition d'alternatives, pour la redéfinition d'un autre monde que nous tenons pour possible, d'autre part.

### **Pour une campagne politique orientée vers les Amériques**

Le travail sur la ZLÉA, la situation du mouvement ATTAC à l'échelle internationale, les contacts établis à l'occasion du Sommet des Peuples, par la délégation d'un économiste à un récent atelier de travail sur la fiscalité qui s'est tenu au Brésil, notre participation au Forum social mondial, tout cela nous convainc que nous devons de plus en plus articuler notre travail autour de la situation dans l'ensemble des Amériques. Si nous prenons l'exemple de la taxe Tobin, depuis que le Parlement canadien a adopté un motion favorable à sa défense sur l'arène internationale, notre action en direction du gouvernement fédéral a perdu quelque peu de sa pertinence. Il convient donc de recentrer nos revendications de manière à tenir compte à la fois de cette nouvelle réalité et de la dynamique induite par les négociations en vue de la mise en place de la ZLÉA.

Il convient également de prendre en compte les derniers développements en Europe où les ministres des Finances discutaient récemment de la pertinence et de la faisabilité d'une taxe sur les transactions financières en vue de juguler la spéculation et réguler les marchés. Bien que cette réunion ait accouché – encore ! - d'un comité d'étude qui doit faire rapport en décembre, nous croyons qu'il s'agit là quand même d'une avancée significative. Nous devons aussi nous tourner vers la Conférence spéciale de l'ONU sur le financement du développement qui se tiendra au Mexique en mars 2002, horizon qui se trouve dans la mire de tout le mouvement ATTAC international. Suite à un patient travail de lobbying, nos amis du Halifax Initiative et d'Oxfam Grande-Bretagne ont réussi à convaincre le comité préparatoire à mentionner les taxes sur les transactions financières comme étant une modalité de financement du développement qu'il conviendrait d'évaluer.

Nous proposons donc d'intensifier nos efforts en organisant une importante campagne politique autour de la revendication suivante : que la délégation canadienne à l'ONU défende le principe

selon lequel une taxe sur les transactions financières représente non seulement un moyen concret et pratique de juguler la spéculation mais aussi de recueillir des fonds pour le financement du développement.

Cette campagne aurait pour cibles principales les députés fédéraux et les députés provinciaux. Cette campagne devrait s'appuyer sur les éléments suivants : syndicats locaux et regroupements régionaux, organisations étudiantes, associations de l'Age d'or, comités de défense des droits sociaux et organisations religieuses.

Il est également proposé que dans le cadre de cette campagne, nous resserriions nos liens avec les groupes ATTAC en Amérique centrale et Amérique latine – et les autres organisations appuyant la taxe Tobin et que nous nous associons activement à la campagne internationale qui s'articule autour de l'Appel mondial des parlementaires.

Cela implique les pré-requis suivants :

- La mise en place d'un comité de travail responsable de toute la logistique de la campagne.
- La mise en place d'un comité de travail spécifique pour assurer le développement de nos liens avec nos partenaires dans les Amériques.
- Le resserrement de nos liens avec nos partenaires du Canada-anglais.
- La mise au point d'instruments de formation et de propagande sur la taxe Tobin et les paradis fiscaux.

### **Proposition P-3**

***Nous proposons donc l'organisation d'une campagne politique qui s'étendra du mois d'octobre 2001 au mois de mai 2002, campagne qui s'articulera autour des revendications suivantes.***

#### ***Nos revendications :***

- 1. Que le gouvernement canadien défende le principe d'une taxe sur la spéculation dans le cadre des travaux de l'ONU en vue de la Conférence sur le financement du développement.***
- 2. Que le gouvernement canadien se prononce clairement pour l'élimination des paradis fiscaux, des zones franches et des pratiques fiscales déloyales. Que le gouvernement canadien défende les positions du GAFI de l'OCDE contre les attermoiements du gouvernement américain en matière de lutte contre les pratiques fiscales nuisibles.***

## Dates à retenir

1. Conférence internationale sur le blanchiment d'argent (automne 2001, Montréal)
2. Le Forum Social Mondial de Porto Alegre (février 2002)
3. La Conférence de l'ONU sur le financement du développement (Mexique, 18-22 mars 2002)
4. Le 1<sup>er</sup> mai 2002 – Contre la spéculation financière et l'évasion fiscale

## Proposition P-3.1

***Nous proposons donc l'organisation d'une campagne politique qui s'étendra du mois d'octobre 2001 au mois de mai 2002, campagne qui s'articulera autour des objectifs suivants.***

### **A Objectifs d'éducation**

1. Alerter la population au caractère déstabilisateur et antisocial de la spéculation financière et aux déséquilibres fiscaux, favorables au capital, engendrés par l'existence des paradis fiscaux et des zones franches<sup>23</sup>.
2. Populariser l'idée d'une taxe sur la spéculation financière et de l'élimination des paradis fiscaux dans les Amériques et les zones franches au Canada.
3. Alerter la population à la nécessaire solidarité internationale sur ces questions et en montrant l'urgence de stopper la spéculation dans les pays en voie de développement et en finançant le développement sur des bases plus socialement acceptables et équitables.

<sup>23</sup> Voir cet article du Devoir paru le 22 novembre 2002 –

Le gouvernement fédéral favorise «le travail au noir des compagnies et des riches» et va même jusqu'à donner des formations aux entrepreneurs pour le faciliter. C'est en ces termes que le chef bloquiste, Gilles Duceppe, s'est livré à une attaque en règle contre l'investissement canadien réalisé dans les paradis fiscaux du Sud, hier. Devant la Chambre de commerce régionale de Sainte-Foy et surtout devant de nombreux bloquistes et ministres péquistes accompagnés de leur entourage politique, M. Duceppe a indiqué que 10 % de tous les investissements directs faits à l'étranger en 1999 l'ont été dans des paradis fiscaux tels que la Barbade, les Bahamas et les Bermudes. Cela représente un montant de près de 28 milliards pour la seule année dernière.

Selon M. Duceppe, le problème serait à ce point répandu que la Barbade est devenue le troisième pays de prédilection des investisseurs canadiens (16,8 milliards) après les États-Unis (134 milliards) et le Royaume-Uni (22,9 milliards). «Ce qui n'est pas sans soulever des questions», a-t-il ajouté, faisant référence au fait que la Barbade fait partie de la liste des 35 juridictions qui répondent aux critères de paradis fiscaux publiée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Le chef bloquiste a condamné vertement l'attitude du gouvernement Chrétien dans ce dossier. Il prétend même qu'Ottawa «encourage» les entrepreneurs et les riches à profiter des paradis fiscaux, voire même qu'il leur «donne de la formation» par des séminaires et des guides destinés à cette fin. Le chef bloquiste a donné l'exemple de la brochure La Barbade: guide de l'exportateur canadien réalisée par le ministère des Affaires étrangères, qui indique que des ententes conclues avec la Barbade et avec les États-Unis «ont grandement contribué au développement de cette industrie [des] opérations bancaires offshore».

Le Bloc exige donc que le Canada mette fin à ses conventions fiscales avec les pays montrés du doigt par l'OCDE, qu'il donne plus de dents à Revenu Canada pour décourager l'évitement fiscal et qu'il amorce une réforme globale de la fiscalité canadienne afin d'éliminer tous les échappatoires fiscaux.

Lors de son discours devant la Chambre de commerce, M. Duceppe a été chaudement applaudi par les gens présents. Quelques citoyens s'opposant aux fusions forcées ont tenté de huer le chef bloquiste, sans trop de succès. Des informations non confirmées voulant que l'organisation du Bloc ait rempli la moitié de la salle circulaient, hier. Les ministres québécois Joseph Facal, Maxime Arsenault et Sylvain Simard étaient présents ainsi que les attachés politiques de leurs cabinets, de ceux de quelques-uns de leurs collègues ministériels ainsi que des militants bloquistes.

### **Proposition P-3.3**

***Nous proposons donc l'organisation d'une campagne politique qui s'étendra du mois d'octobre 2001 au mois de mai 2002, campagne qui s'articulera autour des objectifs suivants.***

#### **C. Objectifs idéologiques**

1. Démontrer l'incapacité du marché d'assurer un développement équitable et durable.
2. Armer nos membres et sympathisants pour défendre les revendications mises de l'avant dans le cadre de la campagne.

#### **Instruments pour la campagne (se trouveront dans la trousse qui vous sera remise au Congrès)**

- Appel mondial des parlementaires
- Lettre des économistes
- Texte « La Taxe Tobin en dix questions »
- Livres ATTAC sur Paradis fiscaux et Taxe Tobin
- Bulletin
- Formulaire d'adhésion
- Lettre aux organisations (français + anglais)
- Lettre type aux parlementaires fédéraux (français + anglais)
- Lettre aux parlementaires aux membres des comités responsables des affaires étrangères – coopération internationale (français - anglais)
- Lettres aux journaux (1 sur Taxe Tobin, 1 sur Paradis fiscaux, 1 sur financement du développement) (français + anglais)
- Diaporama de formation
- Tournée du Président à travers le Québec

### **Proposition P-3.4**

***Nous proposons donc l'organisation d'une campagne politique qui s'étendra du mois d'octobre 2001 au mois de mai 2002, campagne qui s'articulera autour des objectifs suivants.***

#### **D. Objectifs organisationnels**

1. Former des membres en tant que porte-parole d'ATTAC-Qc.
2. Doubler notre membership entre le début et la fin de la campagne.
3. Développer nos sources de financement autant auprès de nos membres qu'à l'extérieur de l'organisation.
4. Assurer des communications régulières à tous nos membres et sympathisants, par courriel et autrement.
5. Développer la diffusion du Bulletin hors des cercles de l'organisation.
6. Développer des structures d'accueil pour nos nouveaux membres.
7. Assurer la mise en place de groupes locaux.



## Approfondir et élargir notre travail

Comme le Conseil d'administration en faisait le constat lors de sa dernière réunion, ATTAC a quelque peu négligé son développement propre au profit de son travail en vue de la tenue du Sommet des Amériques. Bien que ce choix fut politiquement juste, il n'en demeure pas moins que compte tenu de la modestie de nos ressources – tant humaines que financières – nous n'avons pas été en mesure de consacrer nos énergies au recrutement, à la formation et aux thèmes qui font la spécificité de notre action.

Comme nous le faisons remarquer dans la première partie de ce rapport, nous croyons que l'évolution de la situation depuis le 11 septembre 2001 nous permettra de nous consacrer à un travail plus en profondeur.

Pour cela nous proposons, les mesures suivantes.

### Proposition P-4

Que nous organisions à Montréal et à Québec (et là où des groupes locaux se mettraient en place), des assemblées à périodicité fixe (tous les mois ou aux 6 semaines) centrées sur la présentation de nos activités, de la taxe sur les transactions financières et de la lutte contre les paradis fiscaux.

### Proposition P-5

Que nous mettions en place, en harmonisation avec d'autres projets par ailleurs, un « **collège d'éducation populaire sur l'économie et les marchés financiers** » qui aurait pour fonction première de stimuler le débat sur les questions économiques, sur les finalités de l'activité économique, sur la régulation des marchés financiers et sur la lutte contre la criminalité financière.

Ce Collège – que nous pourrions développer en partenariat avec d'autres organisations – serait constitué d'une série de conférences, de cours et de débats. Dans un premier temps, nous proposons d'organiser des conférences sur les thèmes suivants (cela pourrait se faire aux 2 mois) :

- la pensée économique néolibérale
- les paradis fiscaux
- la spéculation financière
- les traités de libre-échange
- le chapitre 11 de l'ALÉNA (sur l'investissement)
- les négociations en cours à l'OMC
- le rôle de la Bourse et des marchés financiers
- la collecte et la gestion des fonds de la taxe Tobin
- le financement du développement
- la recherche d'alternatives au système capitaliste actuel

Ce « collège » devrait également prendre la forme d'ateliers de formation de 1 ou 2 jours ouverts au public.

### **Proposition P-6**

Que le nouveau Conseil d'administration considère comme étant une priorité la mise en place d'une structure d'accueil des nouveaux membres et sympathisants. Cette structure aura pour but et responsabilité de :

- assurer que le nouveau membre ait en main toute la documentation essentielle pertinente pour comprendre les objectifs politiques d'ATTAC et son mode de fonctionnement ;
- informer le nouveau membre des mandats et du travail des divers comités de travail mis en place par ATTAC ;
- veiller à ce que tout nouveau membre désireux de participer au travail de l'organisation soit intégré dans un comité de travail, qu'elle(il) comprenne les tâches à mener à bien ;
- recueillir les critiques et commentaires des membres sur le fonctionnement de l'organisation, sa division du travail, etc.
- veiller à ce que les cotisations aient été payées et que les membres assurent un soutien financier adéquat à l'organisation ;
- veiller à ce que les nouveaux membres soient en mesure de défendre correctement et en toute connaissance de cause les positions d'ATTAC.

### **Savoir lier la lutte contre la globalisation et la lutte contre le patriarcat**

À l'occasion de notre Congrès de fondation en avril 2000, les délégués ont adopté une résolution d'une grande importance. En effet, cette résolution stipulait que :

1. L'organisme de gestion des fonds recueillis à la faveur de la taxation des transactions financières devrait reconnaître la nécessité d'une composition paritaire de femmes ;
2. La distribution des fonds devrait se faire en tenant compte que les femmes sont les principales victimes de la pauvreté et du maldéveloppement sur l'ensemble de la planète.

Pour ATTAC, ces revendications, au-delà de leur importance économique et politique, doivent avoir des échos immédiats. Ces demandes nous imposent des responsabilités organisationnelles, idéologiques et politiques.

Le premier impératif est celui d'une représentation paritaire des femmes au sein des instances dirigeantes de notre organisation. Cela implique une série de mesures particulières :

- la mise en place, là où les conditions le permettent, de comités de femmes ;
- la création de mécanismes d'accueil et formation favorisant la participation des femmes à la vie de l'organisation.

Le second impératif a trait au développement d'une approche sexospécifique des effets de la mondialisation et des modes de résistance.

Enfin, il convient de déployer notre action en direction des femmes, de leurs organisations, dans le but de favoriser non seulement leur compréhension des mécanismes de l'économie et des marchés financiers mais aussi des impacts que ces marchés ont sur la grande masse des femmes à travers le monde.

## Savoir formuler des alternatives : les aspects financiers de cet « autre monde »

Dans l'avant-propos, nous disions qu'il convient de rendre notre vision du monde le plus explicite possible. La critique du capitalisme débridé représente cette vision du monde tel qu'il est. Mais elle restera incomplète si nous ne commençons pas à conceptualiser la société alternative que nous voulons égalitaire et solidaire. Ci-dessus nous avons aussi écrit qu'en égard au rapport de forces la mobilisation citoyenne ne peut prendre l'offensive et faire naître dès maintenant cet autre monde - qu'évoquent les pamphlets des contestataires des AMI, ZLÉA, OMC, FMI et Banque mondiale. Il y a lieu d'ajouter le préalable à une telle éventuelle offensive, savoir cerner les contours de ce projet de société.

L'establishment médiatique, de façon narquoise, reproche parfois à ceux qui récusent les formes actuelles de la mondialisation de ne jamais proposer de solution, ou encore d'être des nostalgiques de périodes révolues. Comme si le "néo-libéralisme" était vraiment nouveau, alors qu'en fait il ressemble beaucoup au capitalisme de la fin de l'avant-dernier siècle et des années 20 du siècle dernier<sup>24</sup>. Quoi qu'il en soit le reproche de ne pas avoir proposé d'alternative n'est pas tout à fait sans fondement. Heureusement que la démarche en vue de ranimer l'imaginaire utopiste est déjà entreprise par divers penseurs, mouvements et partis progressistes<sup>25</sup> (2).

La question se pose de savoir s'il est opportun pour Attac-Québec d'emboîter le pas aux modestes débuts d'élaboration de projets de société amorcés par d'autres, tout en laissant primer la résistance en tant qu'activité principale de notre mouvement. Cette question mérite au moins d'être à l'ordre du jour de notre 2e Congrès. Si éventuellement nous et nos alliés voulons - pouvons - passer à la contre-offensive, il nous faudra une vision d'un monde meilleur. Et la contribution d'Attac-Québec à la formulation d'un monde nouveau pourra être aux chapitres de la fiscalité, de la réglementation des finances et de la répression de la criminalité économique.

Le modeste début de cette démarche pourrait commencer par la formation d'un comité d'Attac-Québec formé de membres représentant diverses tendances, pouvant s'adjoindre des militants et chercheurs de l'extérieur de notre mouvement et collaborer avec d'autres groupes de réflexion, ayant mandat:

1. De faire l'inventaire des questions importantes reliées à la fiscalité internationale et locale, aux finances publiques et à leur régulation, à la suppression de la criminalité économique, et aux questions socio-politiques sous-jacentes. Voici quelques exemples, plus ou moins en vrac:
  - 1.1 Fiscalité équitable, modalités d'application d'un budget participatif;
  - 1.2 Le rôle de la bourse, sa réglementation ou suppression;

---

<sup>24</sup> Les privatisations, la spéculation boursière, et la déréglementation caractérisaient ces deux périodes dans le monde occidental (la différence notable étant l'actuelle rapidité des virements d'argent). Pour ce qui est des échanges commerciaux entre pays, le volume actuel, per capita, est à peu près au niveau de 1904: Dean Baker, Gerald Epstein et Robert Pollin, *Globalization and Progressive Economic Policy*, Cambridge, 1998.

<sup>25</sup> Exemples: Suzan George a participé cet été à la Conférence *Marxism 2001*, organisée à Londres par le Socialist Workers Party, qui portait sur la sorte de société qu'on entend construire; l'ouvrage édité par Leo Panitch et Colin Reys, *Necessary and Unnecessary Utopias*, The Merlin Press, 1999; l'article de (?Ramonet?), intitulé (**titre comportant le mot "utopie"**), in *Le Monde diplomatique*, (**date**); le manifeste de la *New Politics Initiative*, aile gauche du NPD; les plate-formes de l'Union des forces progressistes (du Québec) et des candidats de la Socialist Alliance, en Angleterre.

- 1.3 Réforme ou abolition des OMC, FMI, Banque mondiale et OCDE<sup>26</sup> (3);
  - 1.4 Mécanismes de stabilité financière, sur le plan local et transnational;
  - 1.5 Limites du monétarisme;
  - 1.6 Régulation sociale des marchés, quelle sorte de marché?;
  - 1.7 Le rôle de l'État, le rôle des citoyenNES;
  - 1.8 Le droit de propriété en tant que droit fondamental, le droit de propriété intellectuelle;
  - 1.9 Développement local versus mondialisation, la relation entre les exportations et les importations et l'environnement;
  - 1.10 Hiérarchies et structures financières en question;
  - 1.11 Les perspectives d'un capitalisme à visage humain<sup>27</sup> (4) - ou est-il indépassable?<sup>28</sup> (5);
  - 1.12 La criminalité économique, compétence du Tribunal international pénal.
2. De faire rapport au 3<sup>e</sup> Congrès d'ATTAC-Québec, sous forme de manifeste ou de recommandations.

#### **Proposition P-7**

Attac-Québec doit mettre sur pied un comité de réflexion ayant mandat, premièrement, d'élaborer les composantes financières, fiscales et réglementaires d'un projet de société alternative au capitalisme libéral, et, deuxièmement, de faire rapport au 3<sup>e</sup> Congrès, sous forme d'avant-projet de manifeste ou d'ensemble de recommandations.

Mais ce travail de réflexion doit aussi se faire dans le cadre de notre travail politique. Aussi, croyons-nous qu'il convient qu'ATTAC participe à des regroupements, coalitions etc. qui lui permettent soit d'élargir son audience, soit de consolider ses liens avec le mouvement progressiste en général soit encore d'approfondir sa réflexion. Dans les conditions actuelles, nous croyons qu'il importe qu'ATTAC non seulement participe aux travaux du Forum social mondial qui se tiendra à Porto Alegre à la fin janvier 2002 mais qu'il participe aussi à la popularisation de ces débats au Québec et au Canada.

#### **Proposition P-8**

ATTAC fera les représentations qui s'imposent pour que la Table de convergence Québec 2001 puisse devenir un lieu de concertation ayant comme objectif la popularisation au Québec des travaux du Forum social mondial.

---

<sup>26</sup> On a tendance à oublier le rôle néfaste de l'OCDE, en tant que think tank des multinationales dans l'élaboration des programmes de restructuration, c'est-à-dire, de démolition de l'État-providence.

<sup>27</sup> Hypothèse de la 3<sup>e</sup> voie, qui dans les faits n'est que le prolongement du thatcherisme.

<sup>28</sup> Question que pose François Chesnais, ex-économiste de la Banque mondiale

### **Proposition P-9**

ATTAC participera au Front commun contre l'OMC en vue d'y contribuer son « expertise » sur les marchés financiers et la libéralisation de l'investissement. Si les conditions ne devaient pas être réunies pour faire ce travail, ATTAC se retirera du Front commun.

### **Proposition P-10**

ATTAC déléguera au moins deux représentants au Forum social mondial 2002. Pour ce faire, ATTAC sollicitera de ses membres une contribution extraordinaire de 20,00 \$ et mettre en place une campagne de financement. Pour chaque dollar amassé, 0,30 \$ sera affecté à un fonds international pour le financement des frais de déplacement de délégués de pays africains dont la participation l'an dernier a été empêchée par des considérations purement financières.

### **Proposition P-11**

ATTAC mettra en place une organisation de soutien à son travail « Les Amis d'ATTAC » dont le but sera de regrouper les **personnes morales\*** désireuses de soutenir les actions d'ATTAC. Cette organisation sera mise en place dans le cadre de la prochaine campagne politique.

\* Seules les personnes physiques peuvent être membres d'ATTAC-Québec.



**ATTAC-Québec**, comme de centaines d'autres organisations au Québec, au Canada et à travers le monde, a pour visée d'amener les instances politiques du monde et en premier lieu celles du monde industrialisé, à décréter une taxe sur les transactions financières sur le marché des devises (taxe Tobin). L'imposition de ces transactions spéculatives, qui ont le malheur de détourner d'énormes sommes d'argent pour le loisir des quelques super propriétaires mondiaux et ainsi de garder en otage des groupes sociaux entiers - quand ce ne sont pas les populations elles-mêmes - permettrait la création d'un fonds d'aide international à la citoyenneté, à l'environnement et à la culture. Le mouvement ATTAC cherche aussi à amener les gouvernements à abolir les paradis fiscaux et centres financiers extraterritoriaux, lesquels favorisent l'évasion fiscale, la corruption, le blanchiment d'argent et la fuite de capitaux.

**Un autre monde est possible.**

**Joignez-vous à ATTAC.**

5744, l'Esplanade, Montréal (Québec)

tél. : 514-279-7364

télec. : 514-352-0046

[quebec@attac.org](mailto:quebec@attac.org)

[www.attac.org/quebec](http://www.attac.org/quebec)